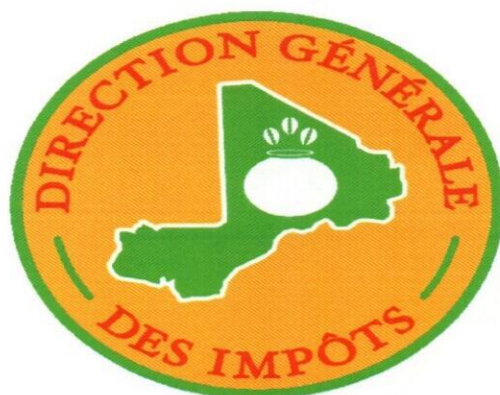


MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

DIRECTION PLANIFICATION ETUDE ET SUIVI

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI



**Rapport d'activités annuel de la DGI au
titre de l'année 2024**

Juin 2025

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX	2
LISTE DES FIGURES	2
1. PERFORMANCE DE LA DGI EN 2024	3
2. ANALYSE GENERALE DE LA SITUATION DES RECETTES.....	4
2.1. Evolution de la mobilisation des recettes de 2014 à 2024	4
2.2. Evolution comparative des recettes de la DGI et du PIB au cours des dix (10) dernières années 4	
3. ANALYSE DES RECETTES PAR GRANDE MASSE DES IMPOTS	5
3.1. Situation des prévisions et des réalisations des grandes masses d'impôt au 31 décembre 2024 6	
3.2. Les impôts directs au 31 décembre 2024	6
3.3. Les impôts indirects.....	7
3.4. Les droits d'enregistrement et des Timbres.....	8
4. ANALYSE COMPARATIVE AVEC L'EXERCICE 2023	9
5. ETAT D'EXECUTION DU PLAN STRATEGIQUE AU 31 DECEMBRE 2024.....	11
6. CONCLUSION GENERALE	89

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Réalisation et prévision des recettes au titre de l'année 2024.....	3
Tableau 2 : Evolution des recettes et leurs taux de croissance de 2014 à 2024.....	4
Tableau 3 : Evolution comparée des recettes de la DGI et du PIB courant de 2014 à 2024.....	4
Tableau 4 : Prévision, réalisation des impôts directs en 2024	6
Tableau 5 : Apport dans les recettes de 2014 à 2024, en matière d'impôts directs (en milliards de FCFA).....	6
Tableau 6 : Prévision et réalisations des impôts indirects au 31 décembre 2023	7
Tableau 7 : Apport dans les recettes de 2014 à 2024, en matière d'impôts indirects (en milliards de FCFA).....	7
Tableau 8 : Prévision et réalisations des droits d'enregistrement et de timbre au 31 décembre 2023	8
Tableau 9 : Apport dans les recettes de 2014 à 2024, en matière droits d'enregistrement et de timbres (en milliards de FCFA)	9

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Aperçu sur les écarts des recettes 2024_2023 et 2024_2022	3
Figure 2: Courbes représentatives de l'évolution des taux de croissance annuel des recettes et du PIB au cours des 10 dernières années.	5
Figure 3 : Evolution de la part des impôts directs dans les recettes fiscales 2014-2024	6
Figure 4 : Evolution de la part des impôts indirects dans les recettes fiscales 2014-2024	7
Figure 5: Histogramme comparatif des réalisations 2023/2024.....	Erreur ! Signet non défini.

1. PERFORMANCE DE LA DGI EN 2024

Au titre de l'exercice 2024, la Direction générale des Impôts (DGI) a atteint ses objectifs en termes de mobilisation de recettes. Sur une prévision de 1 260 milliards de F CFA, elle a collecté 1 318,604 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 104,65 % et un écart positif de 58,604 milliards de FCFA.

Tableau 1 : Réalisation et prévision des recettes au titre de l'année 2024

En milliards de FCFA

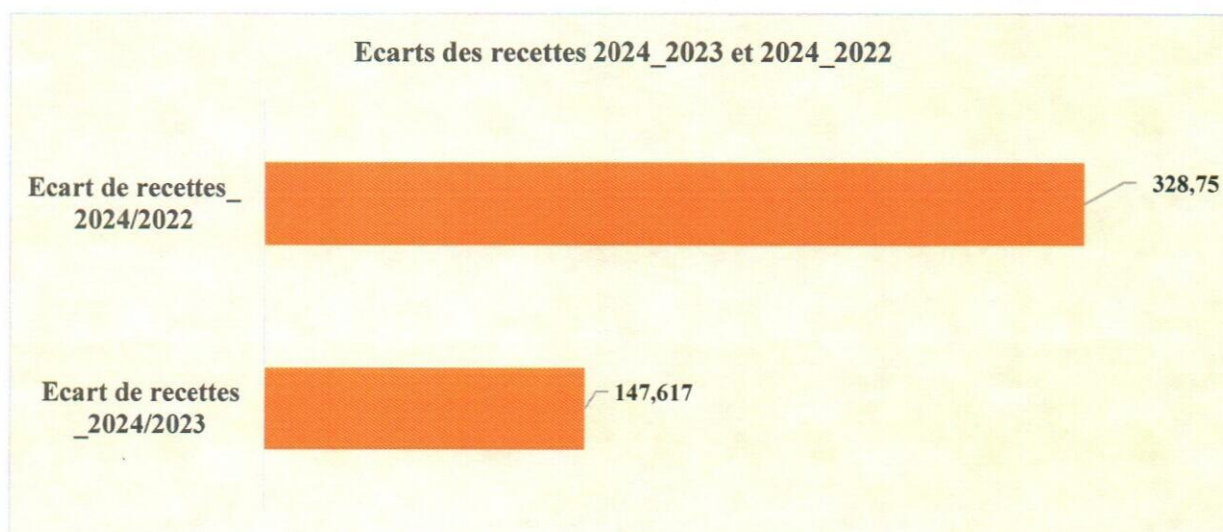
Rubrique	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation
Année 2024	1260,0	1 318,604	104,65%

Source : Division Prévision et recettes/DPES/DGI 2025

En outre, le niveau de recettes de l'année 2024 reste globalement supérieur à ceux des deux (2) dernières années. Les réalisations de recettes de 2024 ont connu un écart positif de 147,617 milliards de FCFA par rapport à 2023 soit un taux de croissance d'environ 13%. Comparées aux réalisations de 2022, on enregistre un dépassement de 328,75 milliards de FCFA en 2024 soit un taux de croissance de 33,21%.

Figure 1 : Aperçu sur les écarts des recettes 2024_2023 et 2024_2022

En milliards de FCFA



Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

2. ANALYSE GENERALE DE LA SITUATION DES RECETTES

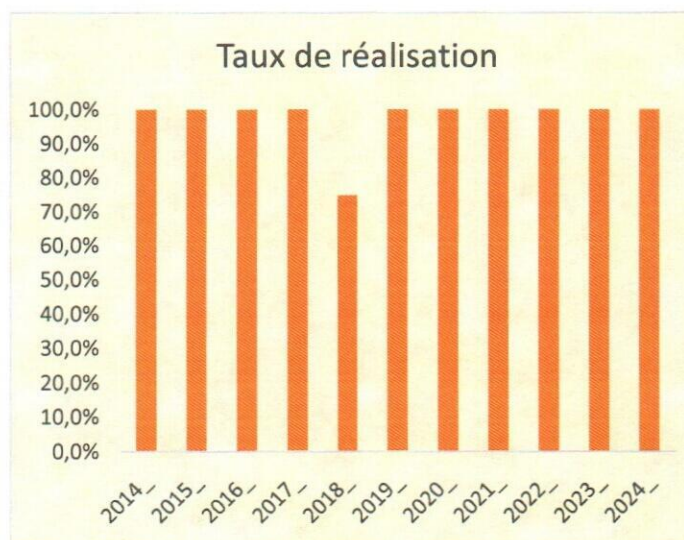
2.1. Evolution de la mobilisation des recettes de 2014 à 2024

Le tableau ci-dessous met en exergue l'évolution des réalisations de recettes au cours de la période 2014-2024. Il ressort que l'objectif de recettes a été atteint au cours de la période observée jusqu'à une (1) exception près. Il s'agit de l'année 2018, où les taux de réalisations ont drastiquement chuté respectivement à 74,8%. Cela est imputable au ralentissement des activités économiques ainsi que les crises sociopolitiques.

Tableau 2 : Evolution des recettes et leurs taux de croissance de 2014 à 2024.

En milliards de FCFA

Année	Réalisations au 31 décembre	Objectifs annuels	Taux de réalisation
2014	561, 326	558, 400	100,5%
2015	631, 235	630, 000	100,2%
2016	722, 837	720, 000	100,4%
2017	792, 240	790, 940	100,2%
2018	632, 670	845, 602	74,8%
2019	920, 694	910, 700	101,1%
2020	921, 160	891,325	103,3%
2021	989, 072	987, 122	100,2%
2022	989, 862	986, 940	100,3%
2023	1 171,85	1166,775	100,4%
2024	1 318,604	1260,000	104,65%



Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

Il est à noter que le dynamisme de réalisation de recettes annuelles se poursuit différemment sur la période observée. Cependant, le plus fort taux de réalisation annuelle sur la période visée ci-dessus est celui de 2024, soit 104,65%.

2.2. Evolution comparative des recettes de la DGI et du PIB au cours des dix (10) dernières années

Au cours de la période 2014 à 2024, les recettes de la DGI sont passées de 561,326 milliards de Francs CFA à 1 318,604 milliards de FCFA en 2024 avec une croissance annuelle moyenne de 15,5%. Cela indique que, les recettes ont augmenté en moyenne chaque année de 15,5% au cours de la période observée.

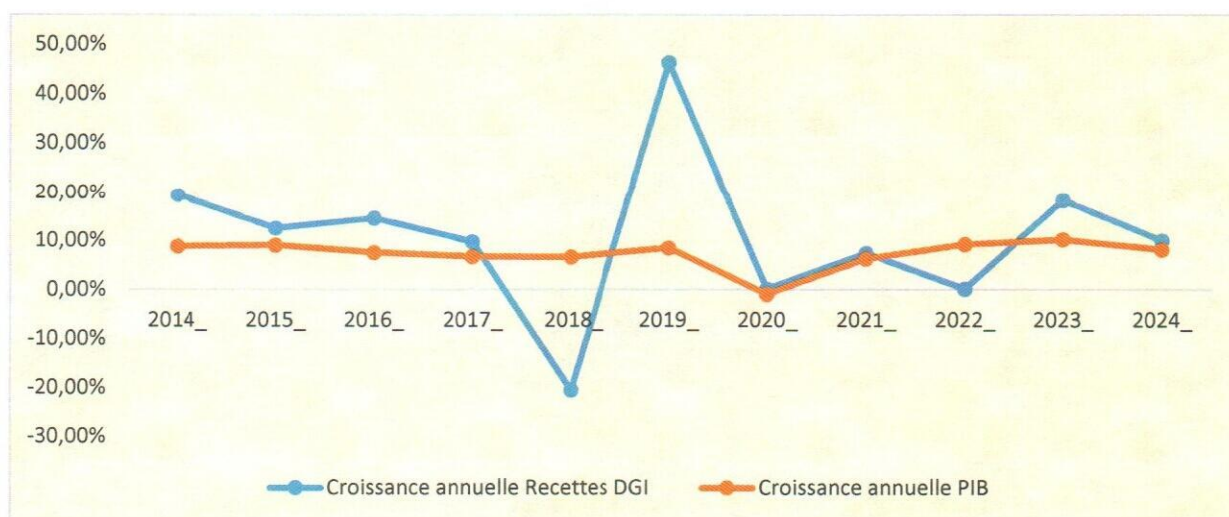
Tableau 3 : Evolution comparée des recettes de la DGI et du PIB courant de 2014 à 2024.

Année	Recettes annuelles DGI	PIB COURANT	Croissance annuelle Recettes DGI	Croissance annuelle PIB
2014_	561,330	7 113,800	19,46%	8,71%
2015_	631,230	7 747,700	12,45%	8,91%
2016_	722,840	8 321,800	14,51%	7,41%
2017_	792,730	8 868,400	9,67%	6,57%
2018_	629,820	9 444,600	-20,55%	6,50%
2019_	920,694	10 238,000	46,18%	8,40%
2020_	921,160	10 138,000	0,05%	-0,98%
2021_	989,070	10 763,000	7,37%	6,16%
2022_	989,862	11 743,600	0,08%	9,11%
2023_	1 170,985	12 932,600	18,30%	10,12%
2024_	1 318,604	13 978,600	12,61%	8,09%

Source : Division Prévision et recettes/DPES, 2025

En s'intéressant à l'évolution conjointe du taux de croissance des recettes et celui du PIB, on constate que le taux de croissance des recettes croît vite que celui du PIB courant à l'exception des années 2018 et 2022. Cette situation est en grande partie due d'une part aux réalités sociopolitiques résultant du contexte électoral en 2018, et d'autre part, les conséquences des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA, appliquées de la période allant du 09 janvier au 03 juillet 2022 qui ont été dégradées les perspectives économiques nationales.

Figure 2: Courbes représentatives de l'évolution des taux de croissance annuel des recettes et du PIB au cours des 10 dernières années.



Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

3. ANALYSE DES RECETTES PAR GRANDE MASSE DES IMPOTS

3.1.Situation des prévisions et des réalisations des grandes masses d'impôt au 31 décembre 2024

3.2. Les impôts directs au 31 décembre 2024

Les réalisations totales afférentes aux impôts directs se sont chiffrées à 790,437 milliards de FCFA au 31 décembre 2024 sur une prévision de 771,400 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 102,47% et un dépassement assorti de 19,037 milliards de FCFA.

☞ Une performance des impôts directs (2,47 points de pourcentage)

Au titre de l'année 2024, les réalisations en matière des impôts directs ont connu une performance de 2,47 points de pourcentage par rapport à l'objectif de recettes des impôts directs.

Tableau 4 : Prévision, réalisation des impôts directs en 2024

En milliards de FCFA				
Année 2024	Prévisions	Réalisations	Taux Réalisé	ECART
Impôts Directs	771,4	790,437	102,47%	19,037

Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

Historiquement, on note aussi un accroissement régulier (à l'exception de 2018) des recettes en matière d'impôts directs qui sont passées de 324,04 milliards en 2014 à 790,437 milliards de FCFA en 2024. En effet, les impôts directs occupent plus de la moitié des recettes fiscales de la DGI. Toutes choses qui dénotent des efforts du service pour l'élargissement de l'assiette et l'optimisation des apports de tous les secteurs de l'économie.

Tableau 5 : Apport dans les recettes de 2014 à 2024, en matière d'impôts directs (en milliards de FCFA)

Libelle	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Total recettes DGI	561,325	631,234	722,837	792,729	632,635	919,455	921,160	989,072	989,862	1 170,985	1 318,604
Taux d'accroissement		12,45%	14,51%	9,67%	-20,20%	45,34%	0,19%	7,37%	0,08%	18,30%	12,61%
Total Impôts Directs	324	331	368	419	339	472	563	579	594,25	724,00	790,43
Taux d'accroissement		2,09%	11,15%	13,84%	-19,12%	39,28%	19,43%	2,72%	2,72%	21,84%	9,18%
Part dans les recettes	57,73%	52,41%	50,87%	52,81%	53,52%	51,29%	61,14%	58,49%	60,03%	61,83%	59,95%

Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

Lorsqu'on examine la série de recettes 2014-2024 (graphique ci-dessous) indiquant l'évolution de la part des impôts directs dans les recettes fiscales, il en ressort que les impôts directs de l'exercice 2023 ont enregistré le plus fort ratio (soit 61,83%).

Figure 3 : Evolution de la part des impôts directs dans les recettes fiscales 2014-2024



Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

3.3. Les impôts indirects

👉 Une grande performance des impôts indirects (+7,43 points de pourcentage)

En 2024, les recouvrements des impôts indirects se sont élevés à hauteur de 107,43% des prévisions. Cette grande performance intervient à la suite d'un contexte économique difficile marqué par les efforts déployés pour la mobilisation au cours du dernier trimestre 2024 des restes à recouvrer, notamment les impôts indirects.

Tableau 6 : Prévision et réalisations des impôts indirects au 31 décembre 2024

En milliards de FCFA

Année 2024	Prévisions	Réalisations	Taux Réalisé	ECART
Impôts Indirects	449,080	482,464	107,43%	33,384

Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

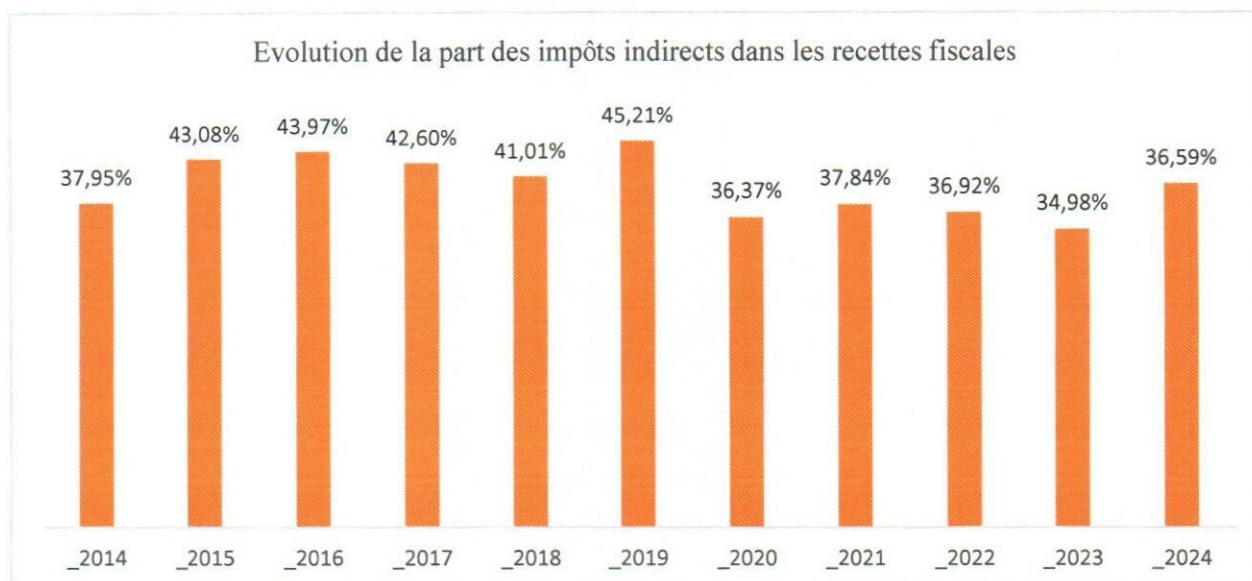
Tableau 7 : Apport dans les recettes de 2014 à 2024, en matière d'impôts indirects (en milliards de FCFA)

Libelle	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Total recettes DGI	561,325	631,234	722,837	792,729	632,635	919,455	921,16	989,072	989,861	1170,98	1318,604
Taux d'accroissement		12,50%	14,50%	9,70%	-20,20%	45,30%	0,20%	7,40%	0,10%	18,30%	12,61%
Total Impôts Indirects	213,03	271,94	317,86	337,73	259,47	415,7	334,98	374,27	365,41	409,58	482,464
Taux d'accroissement		27,65%	16,89%	6,25%	-23,17%	60,21%	-19,42%	11,73%	-2,37%	12,09%	17,79%
Part dans les recettes	37,95%	43,08%	43,97%	42,60%	41,01%	45,21%	36,37%	37,84%	36,92%	34,98%	36,59%

Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

Il ressort de l'analyse du graphique ci-dessous, que le ratio des impôts indirects sur les recettes fiscales le plus élevé est celui de 2019 (45,21%)

Figure 4 : Evolution de la part des impôts indirects dans les recettes fiscales 2014-2024



Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

3.4. Les droits d'enregistrement et des Timbres

👉 Une performance des droits d'enregistrement et de timbre (+15,55 points de pourcentage)

Les résultats présentés dans le tableau résumant les réalisations de recettes en matière de droits d'enregistrement et de timbres. En 2024, Les recouvrements des droits d'enregistrement et de timbres se sont élevés à 45,652 milliards de FCFA soit environ 115,55% des prévisions.

Tableau 8 : Prévision et réalisations des droits d'enregistrement et de timbre au 31 décembre 2024

Année 2024	Prévisions	Réalisations	Taux Réalisé	ECART
Enreg. & Timbre	39,51	45,652	115,55%	6,142

Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

On dénote que l'apport des droits de d'enregistrement et de timbre représente moins de 6% des recettes fiscales recettes de la DGI au cours des 10 dernières années (tableau ci-dessous). Vu le dispositif de suivi mise en place, notamment la gestion informatisée des contrats et marchés et l'interconnexion avec les services du budget et du contrôle financier, une baisse des droits d'enregistrement ne peut s'expliquer que par une diminution de contrats à l'enregistrement et une prépondérance des contrats et marchés financés sur ressources extérieures et exonérés à ce titre.

Tableau 9 : Apport dans les recettes de 2014 à 2024, en matière droits d'enregistrement et de timbres (en milliards de FCFA)

Libelle	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Total recettes DGI	561,325	631,234	722,837	792,729	632,635	919,455	921,16	989,072	989,861	1170,98	1 318,604
Taux d'accroissement		12,50%	14,50%	9,70%	-20,20%	45,30%	0,20%	7,40%	0,10%	18,30%	12,61%
Enregistrement et Timbre	24,25	28,46	37,26	36,4	34,68	33,07	31,66	36,27	31,18	37,35	45,46
Taux d'accroissement		17,36%	30,92%	-2,31%	-4,73%	-4,64%	-4,26%	14,56%	-14,03%	19,79%	21,71%
Part dans les recettes	4,32%	4,51%	5,15%	4,59%	5,48%	3,60%	3,44%	3,67%	3,15%	3,19%	3,46%

Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

4. ANALYSE COMPARATIVE AVEC L'EXERCICE 2023

On rappelle que la réalisation de recettes de 2024 est en hausse (environ 13%) par rapport à l'exercice 2023. En effet, une analyse par grande masse d'impôt indique que le plus fort taux d'accroissement est celui des droits d'enregistrement et de timbre (22,16%) et un écart de 8,282 milliards de FCFA, suivi des impôts indirects (17,78%) et un écart absolu positif de 72,844 milliards de FCFA et en dernier lieu des impôts directs avec un écart absolu positif de 66,437 milliards de FCFA, soit 9,18%.

Tableau 6 : Réalisations au 31 décembre 2023 comparées aux réalisations au 31 décembre 2024

En milliards de FCFA

LIBELLE	Réalisations au 31 déc. 2023	Réalisations au 31 déc. 2024	Ecart	Taux d'accroissement
	(a)	(b)	(c) = (b-c)	(e) = (c/a)%
1. IMPÔT DIRECTS	724,000	790,437	66,437	9,18%
2. IMPÔT INDIRECTS	409,620	482,464	72,844	17,78%
3. DROITS D'ENREG. & TIMBRE	37,370	45,652	8,282	22,16%
TOTAUX (1+2+3)	1 170,990	1 318,604	147,614	12,61%

Source : Division Prévision et recettes/DPES 2025

5. ETAT D'EXECUTION DU PLAN STRATEGIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale

Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali

Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place

Extrant 1.1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place

Activités	Indicateur de l'extrant	Indicateur de résultat	Résultat atteint	Observations	Structures responsables
Elaborer les textes portant création, et organisation de modalités de fonctionnement des unités spécialisées	Les textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement des unités spécialisées sont élaborés	Les textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement des unités spécialisées sont disponibles			DGE/DPFP
Diffuser les textes adoptés sur les prix de transfert	Les textes adoptés sur les prix de transfert sont diffusés	Les textes sont disponibles	100%	les unités spécialisées en matière de prix de transfert ne sont toujours pas fonctionnelles.	DLFC/CRPC
					Le résumé de l'annexe fiscale sur les prix de transfert a été mis en ligne (internet et intranet)

Élaborer les plans de communication interne et externe sur les prix de transfert		Aucun plan de communication sur les unités spécialisées sur les prix de transfert	Non réalisé	23 agents de la DGE, DID ont été formés en 2021 sur les prix de transfert mais l'unité n'est pas encore mise en place. Aucune communication n'a pas été faite à l'endroit des contribuables sur le sujet.	CRPC	
Diffuser le calendrier de formation sur les textes adoptés sur les prix de transfert		Le calendrier de formations des agents sur les prix de transfert diffusé sur intranet	Réalisé	Le résumé de l'annexe fiscale sur les prix de transfert a été mis en ligne (internet et intranet). Le calendrier de formation a été diffusé à travers l'intranet	CRPC	
Assoir une véritable fiscalité foncière		Fiscalité foncière encadrée et maîtrisée	Réalisé	Le cadre légal et réglementaire est disponible	DLFC	

Extrant 1.1.2: Entreprises agricoles fiscalisées

Mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole	Le secteur agricole est fiscalisé	Le projet de texte est disponible	En cours	<i>Le rapport de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole a été validé.</i>	DLFC
Mettre en œuvre les recommandations des études concernant la fiscalisation des entreprises agricoles	Le secteur agricole est fiscalisé	Recommandations des études mises en œuvre	En cours		DGI
Diffuser les textes adoptés sur les entreprises agricoles fiscalisées	Textes sur la fiscalisation des entreprises agricoles préparés.	Les projets de Textes portant sur la fiscalisation des entreprises agricoles ont été préparés et sont disponibles	En cours		CRPC
Élaborer les plans de communication interne et externe sur les entreprises agricoles fiscalisées		Le plan de communication sur les entreprises agricoles fiscalisées est disponible	Non réalisé	Les rapports d'études sur les entreprises agricoles ont fait l'objet de validation. Aucune nouvelle législation sur ce	CRPC

						secteur n'a été adoptée. Pas de plan de communication disponible		
Extrait 1.1.3: Commerce électronique maîtrisé								
Elaborer les textes fiscaux applicables au commerce électronique	Les textes applicables commerce électronique élaborés	Les textes fiscaux au sont	Les projets de textes sont disponibles	En cours	<i>Mise en place du Cadre d'échanges et de Concertation avec le Ministère en charge de l'Economie numérique en vue de la mise en œuvre des conclusions de l'étude sur la fiscalisation du commerce électronique.</i>	DLFC		
Élaborer les plans de communication interne et externe sur le commerce électronique	Le plan de communication sur le commerce électronique est disponible	Non réalisé	En lieu et place d'une vraie législation sur le sujet, il y a eu l'introduction de la notion d'établissement fiscal numérique à travers l'annexe	CRPC				

					fiscale à la loi de finances 2019.		
	Diffuser les textes adoptés sur le commerce électronique			Les textes sur le commerce électronique sont diffusés	Non réalisé	Néanmoins l'annexe fiscale à la loi no 2018-072 du 21 décembre 2018 a fait l'objet d'une très large diffusion à travers Intranet et le site web de la DGI.	CRPC
	Diffuser le calendrier de formation sur les textes adoptés sur le commerce électronique			Le calendrier de formation sur le commerce électronique est diffusé	Non réalisé	Dossier en cours	CRPC
	Elaborer les textes relatifs à l'imposition du commerce électronique	Les textes relatifs à l'imposition du commerce électronique sont élaborés	Les textes réglementaires relatifs à l'imposition du commerce électronique sont disponibles		En cours		DFLC

Extrant 1.1.4: Prise en compte du secteur informel amélioré

Élaborer les plans de communication interne et externe sur la prise en charge améliorée du secteur informel	La communication verbale sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel est élaborée	Le plan de communication sur la prise en charge améliorée du secteur informel est disponible	Non réalisé	Aucun plan élaboré	CRPC
Mettre en œuvre les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel	Le projet de loi concernant les activités relevant de l'impôt synthétique est élaboré en mettant un focus sur l'orpaillage traditionnel	Le texte relatif à la fiscalisation du secteur informel est disponible y compris l'orpaillage traditionnel	En cours	<i>Application de 5% du CA sur l'orpaillage traditionnel et du taux de 3% dans tous les autres cas relevant de l'impôt synthétique).</i>	DLFC
Elaborer la base taxable dans les secteurs miniers et de la communication	La base taxable dans le secteur minier est élaborée	La base taxable dans le secteur minier est élaborée	Non réalisé		DLFC

Extrant 1.1.5: Déconcentration des services poursuivie

Élaborer les plans de communication interne et externe sur les services déconcentrés	Loi sur la réforme organisationnelle a été votée	Réalisé	Les Décrets no 2019-0978/P-RM ; 2019-0980/P-RM et 2019-0982/P-RM du 19 décembre 2019 ont fait l'objet d'une large diffusion en version papier et aussi à travers les sites intranet et internet de la DGI.	CRPC	
Diffuser les textes adoptés sur la déconcentration des services	Les textes sur la déconcentration ont été signés et diffusés.	réalisé	Les Décrets no 2019-0978/P-RM ; 2019-0980/P-RM et 2019-0982/P-RM du 19 décembre 2019 ont fait l'objet d'une large diffusion en version papier et aussi à travers les sites intranet et internet de la DGI.	CRPC	

Mettre en place un comité pour procéder au transfert des dossiers de l'ex-DME à la DGE et de la DGE aux CIME1 et CIME2	La Décision de création est prise	Un comité a été mis en place par Décision du DGI	Réalisé	Bureau Audit/DID/DI	
Élaborer les plans de communication interne et externe sur les services déconcentrés	Plan de communication sur la Loi portant sur la réforme organisationnelle de la DGI préparé.	Plan de communication disponible	Non réalisé	CRPC/DFLC /DPFP	
Diffuser les textes adoptés sur la déconcentration des services		Textes diffusés	Réalisé	CRPC/DFLC /DPFP	
Résultat attendu 1.2: Renforcement optimisé des activités de vérification (contrôle fiscal), d'enquête et recherches					
Résultat 1.2.1: Renforcement de la DREACV (réf. réforme de la DGI et plan sur le civisme fiscal) effectuée					

Renforcer les capacités des agents des Divisions Enquêtes et Recherche sur les procédures de recherche et d'enquêtes fiscales	Identifier les modules de formation basés sur la mise en place d'unités opérationnelles d'échange de renseignements communiqués par le CREDAF	Les capacités des cadres de la DREACV désignés pour participer à l'atelier ont été renforcées	Non réalisé		DPFP/DREA CV	
Renforcer les capacités des vérificateurs sur divers thèmes	Identifier les thèmes des formations et les agents à former	Modules de formation élaborés	Réalisé		DPFP/DREA CV	
Mettre en place un mécanisme de suivi et d'exploitation des renseignements	Préparer le mécanisme crédible et efficace de suivi et l'exploitation des renseignements	Mécanisme crédible et efficace de suivi et l'exploitation des renseignements disponible	Réalisé		DREACV	
Collecter les renseignements sur les clients et fournisseurs des plus grandes entreprises qui n'ont pas déposé ces états financiers	Exploiter et traiter les annexes 1.1 de la TVA déductible	Les annexes 1.1 de la TVA déductible ont été exploitées et traitées	Réalisé		DREACV	

Etablissement et transmission des bulletins de renseignement	Etablir et transmettre les bulletins de renseignements	Nombre de bulletins de renseignements établis et transmis	Réalisé		DREA CV	
Appliquer le droit d'enquêtes spéciales en matière de TVA	Préparer les dossiers d'enquêtes spéciales en matière de TVA	Nombre de dossiers d'enquêtes spéciales en matière de TVA programmés	Réalisé		DREA CV	
Mobiliser en interne des compétences techniques ciblées pour le suivi de certains secteurs d'activité dont les caractéristiques technologiques ou autres rendent difficile le contrôle téléphonie finances extraction minière etc...					DREA CV	
Réaliser et coordonner les opérations de contrôle externe pour mieux lutter contre la fraude						

Élaborer les plans de communication interne et externe sur la réforme organisationnelle de la DGI incluant la réorganisation de la SDREAV	Élaborer les plans interne et externe de communication sur la réforme organisationnelle à mettre en œuvre à la DGI	Loi sur la réforme organisationnelle a été votée	Réalisé	Le Décret no 2019-0979/P-RM du 19-12-2019 portant cadre organique de la DGI –DREACV est diffusé.	CRPC/DFLC
		Loi sur la réforme organisationnelle a été votée	Réalisé	Le plan est élaboré et mis en œuvre	
2 -Favoriser un environnement propice au civisme fiscal					
2. 1 Maîtrise confirmée de Sigtas					
2.1.1 Méthodes standardisées pour le toilettage et le maintien des données sur les contribuables					
Élaborer la liste actualisée des contribuables actifs		Liste actualisée des contribuables actifs disponible	Réalisé		DI
Elaborer et suivre une stratégie de toilettage des données dans SIGTAS		Stratégie de toilettage des données dans SIGTAS est disponible	Réalisé		DI

Standardiser les méthodes pour le toilettage et le maintien des données sur les contribuables.		11 méthodes standardisées pour le toilettage sont diffusées	Réalisé	Une équipe a été mise en place pour former les agents dans chaque structure aux fins de nettoyer les données.	DI	
Élaborer la liste actualisée des contribuables actifs		La liste des contribuables actifs actualisée a été mise en ligne sur le site web de la DGI.	Réalisée	La liste actualisée des contribuables en fonction de leur régime d'imposition (synthétique, régime du réel, régime simplifié) a été mise en ligne.	DI	
2.1.2 Renforcement des compétences des agents sur SIGTAS effectué						

	Réaliser des missions d'appui dans les structures pour les agents à maîtriser SIGTAS		Le nombre d'agents formés à SIGTAS	Réalisée	Trois Receveurs des Centres des Impôts (Centre2 et 5 du District de Bamako et celui de Kati), ont reçu une formation et un accompagnement pour la maîtrise des fonctionnalités de SIGTAS liées à leur poste de travail.	DI	
		Tous les Centres des Impôts de Bamako ont été appuyés dans la prise en charge des fiches de recensement du foncier pour les grandes artères.	Nombre d'agents formés	Réalisée	Les agents de recensement des Centres des Impôts de la DID ont été formés sur l'exploitation des fiches de recensement dans SIGTAS.	DI	

		Les gestionnaires des Centres de Bamako ont reçu un appui rapproché dans la prise en charge du Contrôle Sur Pièces (CSP) dans SIGTAS.	Nombre de gestionnaire formés	Réalisée	Les gestionnaires des Centres des Impôts de la DID ont été formés sur la prise en charge du Contrôle Sur Pièces (CSP) dans SIGTAS	DI	
		Les agents de poursuite des Centres des Impôts de Bamako ont également été appuyés dans la procédure de création et de gestion des dossiers de poursuite.	Nombre d'agents formés	Réalisée		DI	

		Le Centre des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME 2 – Rive Gauche) a reçu un appui rapproché dans l'édition des défaillants dans SIGTAS et l'utilisation de Outlook pour la relance des contribuables défaillants.	Nombre d'agents formés	Réalisée	réa le CIME 2 – Rive Gauche a reçu un appui rapproché dans l'édition des défaillants dans SIGTAS et l'utilisation de Outlook pour la relance des contribuables défaillants	DI	
	Appuyer les services à utiliser les modules de vérification, contentieux et exonération	Nombre de rencontres tenues	Le planning des rencontres est disponible	Réalisée		DI	
	Organiser des rencontres thématiques par poste de travail avec les services opérationnels et les contribuables	Le nombre de rencontres est tenu	Le planning des rencontres est disponible	Réalisée		DI	

Livrer toutes les fonctionnalités de SIGTAS	La liste des fonctionnalités	Le module télé services est disponible dans SIGTAS	Réalisée	CTSF	
Résultat attendu 2.2: Amélioration de l'immatriculation des contribuables dans SIGTAS					
Extrant 2.2.1: Gestion de l'immatriculation du contribuable améliorée					
Élaborer les plans de communication (interne et externe) sur l'immatriculation améliorée des contribuables	Aucun	Non réalisée	Une fonctionnalité a été développée par SIGTAS à cet effet. Rendre obligatoire l'adhésion à e-impôt améliorerait davantage l'immatriculation des contribuables. En cours à la DLFC	CRPC	
Interconnecter la structure qui créé le NINA avec les services utilisateurs	Le nombre de structures interconnectées	Les structures utilisatrices du NINA sont interconnectées	Non réalisée	DI	
Attribuer un NINA à tous les contribuables déjà identifiés par le NIF	Le nombre de contribuables ayant reçu un NINA	Tous les contribuables immatriculés possèdent un NINA	Non réalisée	DI	

Procéder au chargement du NINA dans les applications informatiques des services utilisateurs	Le nombre de services utilisant le NINA	Liste des applications concernées	Non réalisée		DI	
Informar les contribuables du transfert du NIF vers le NINA	Le plan de communication est disponible	Nombre de communications	Non réalisée		DI	
Élaborer les plans de communication (interne et externes) sur l'immatriculation améliorée des contribuables		Plan de communication disponible	Non réalisé		CRPC/DI	
Extrant 2.2.2: Transfert du NIF vers le NINA effectué						
Élaborer les plans de communication (interne et externes) sur le transfert du NIF vers le NINA		Aucun	Non réalisé	En attente d'une mise à jour dans SIGTAS en adéquation avec le système de l'API pour rendre opérationnel le transfert du NIF vers le NINA	CRPC /DI	

Élaborer le plan de communication et une stratégie d'encadrement des exonérations		Textes disponibles diffusés	Réalisée		CRPC	C Tous les documents sur l'exonération sont validés. La gestion de l'exonération dans SIGTAS n'a pas débuté. Le plan de communication est élaboré mais pas mis en œuvre.
Établir la liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS		Liste disponible	Réalisée		DI	La liste des agents a été fournie par le Directeur de la Législation Fiscale et du Contentieux, la formation a été dispensée aux agents concernés par la DI.
Élaborer le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS			Disponible mais n'a pas été intégrée dans l'intranet	Réalisée	DPFP	Un stock important d'arrêtés d'exonération existe dans les structures opérationnelles. Il est en cours de traitement
Elaborer le rapport sur les exonérations dans SIGTAS	Disponibilité du module d'exonération		Le rapport sur les exonération	Réalisée	DPES	

				s est disponible			
	Élaborer le plan de communication et une stratégie d'encadrement des exonérations			Textes disponibles diffusés		En cours	CRPC/DPES DFLC
	Élaborer le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS			Disponible mais n'a pas été intégrée dans l'intranet		Réalisée	DPFP
	Informatiser l'octroi des exonérations fiscales	La procédure d'octroi des exonérations fiscales est informatisée		La procédure d'octroi des exonérations fiscales est disponible		Réalisée	DFLC
Chef de Division Législation fiscale	Faire le point de la mise en œuvre du dispositif régissant les exonérations fiscales et douanières	Le point de la mise en œuvre du dispositif régissant les exonérations fiscales et douanières est fait		Le point de la mise en œuvre du dispositif régissant les exonérations fiscales et douanières est disponible		Réalisée	DPES Le rapport sur les dépenses fiscales est régulièrement produit

Valider le guide de contrôle des sociétés minières	Le guide de contrôle des sociétés minières est validé	Le guide de contrôle des sociétés minières est disponible	<i>Les guides de contrôle des sociétés minières ont été mis à la disposition du personnel.</i>	Réalisée	DFLC	
Évaluer la situation des exonérations attribuées		Situation des exonérations attribuées évaluée		Réalisée	DPES	Le rapport sur les dépenses fiscales est régulièrement produit
Diffuser la liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS		La liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS disponible			DPFP	
Diffuser le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS	Le calendrier de formation a fait l'objet d'une diffusion en version papier et à travers le site intranet.			Réalisée	DPFP/CRPC	
Soumettre aux taux réduits de TVA certains produits	Certains produits sont à soumettre au taux réduit de la TVA	Le projet de texte est disponible		Réalisée	DLFC	

Extrant 2.3.2: Prise en charge des erreurs d'émissions effectuée

	Établir la liste des problèmes d'émissions issus de SIGTAS	Nombre de problèmes d'émission relevés dans SIGTAS	Une liste de 14 problèmes intégrée dans l'intranet		Non réalisée	DI	
	Prendre en charge la gestion des erreurs d'émission dans SIGTAS	Nombre d'erreurs d'émission dans SIGTAS	Nombre d'erreurs d'émission dans SIGTAS prise en charge		Réalisée	DI	
	Diffuser le calendrier des agents à former à la correction des émissions dans SIGTAS	La liste des agents à former à la correction des émissions dans SIGTAS est diffusée.		Cette formation a concerné les Chefs de divisions, les gestionnaires, les receveurs et les agents de poursuite de la DGE également les chefs de centre, chefs gestion, gestionnaires, Receveurs et agents de poursuite de la DID.	Réalisée	DI/CRPC	

	Editer la liste des erreurs d'émissions		Liste des erreurs d'émission éditée		Réalisée	Structures d'assiettes	
	Corriger les erreurs d'émissions		Nombre d'erreurs d'émissions corrigé		En cours	Structures d'assiettes	
Résultat attendu 2.4: Recouvrement amélioré des impôts							
Extrant 2.4.1: Mise à jour des méthodes de recouvrement complétée							
	La stratégie de recouvrement des impôts, droits et taxe est élaborée	Chaque structure de recette utilise la stratégie de recouvrement élaboré et adoptée	Une stratégie de recouvrement unifiée adoptée est disponible		En cours	CAR	La stratégie de recouvrement 2025-2027 est élaboré mais non encore transmis pour l'adoption un plan de mise en œuvre y est joint

Les outils de suivi du recouvrement conçus et validés sont utilisés	Chaque structure de recette utilise les outils de gestion conçus et validés	Nombre d'outils de suivi conçus	Les outils de suivi de recouvrement n'ont pas été appliqués dans les structures durant 2024	Réalisée	CAR	08 outils de suivi du recouvrement ont été conçus et validés auprès des structures de recettes conformément au calendrier de déroulement de l'ordre de mission N° 2023-0030/MEF-DGI du 16 novembre 2023
L'utilisation des outils de suivi du recouvrement est évaluée	Les outils de suivi utilisés sont transmis à la CAR	Nombre d'outils de suivi renseignés reçus des structures de recettes		En cours	CAR	Les outils étant validés au 4 -ème trimestre de 2023, la 1ère évaluation relative à leur utilisation était attendue au 1er avril 2024. Un projet d'ordre de mission devant permettre à l'équipe CAR de poursuivre l'évaluation des outils a été transmis et n'a

								pas reçu de retour du côté de la hiérarchie
	Les procédures de recouvrement sont régulièrement suivies	Les procédures de recouvrement sont respectées dans chaque structure de recettes	100% des procédures appliquées sont conformes dans chaque structure de recettes	Aucun rapport sur le suivi régulier des procédures de recouvrement n'est disponible	Réalisée	CAR	Les procédures de recouvrement n'ont pas fait l'objet spécifique de suivi en 2024	
	Le suivi des restes à recouvrer se fait régulièrement	Les restes à recouvrer sont dégagés et crédibles par structure	Nombre de restes à recouvrer produit par les structures	La situation globale des restes à recouvrer est disponible	En cours	CAR	Le suivi des restes à recouvrer fiables n'est possible que suite au nettoyage effectif des données et la prise en charge de toutes les décisions de dégrèvement.	
	Les actions de recouvrement sont suivies et appuyées à la demande des structures	Les demandes d'appui sont sollicitées par les structures	Nombre de demandes sollicitées	La situation globale des demandes d'appui est disponible	Réalisée	CAR	Les demandes sont plus verbales. Elles ne sont pas formelles	

	Le suivi et l'appui des structures se font dans le traitement des incidents	Les incidents sont rapportés à la Cellule par les structures de recettes	Nombre d'incidents rapportés à la Cellule	La situation globale des incidents rapportés et résolus est disponible	Non réalisée	CAR	Les incidents de recouvrement sont rarement reportés à la Cellule
	Le suivi et l'appui des structures se font dans le traitement des avis tiers détenteur (ATD)	Les avis à tiers détenteurs (ATD) sont élaborés et déposés par chaque structure auprès de la RGD, des banques et des tiers	Nombre de copies d'ATD transmis pour exécution par structure	La situation des avis à tiers détenteurs exécutés est disponible	En cours	CAR	100% des copies des avis à tiers détenteurs ne sont pas transmises à la Cellule. Toutefois la situation des ATD transmis du Trésor à la CAR est disponible
	Le suivi du recouvrement des titres de perception est assuré pour chaque structure de recettes	Les titres de perception sont recouverts par structure	Nombre de titres de perception recouverts sur nombre de titres de perception produits	La situation globale des titres de perception recouverts est disponible. Toutefois aucun suivi particulier à propos de leur recouvrement n'a été fait	Non réalisée	CAR	Les copies des titres de perception de la DID et des Régions ne sont pas transmises à la Cellule

	Le suivi de la prise en charge des déclarations de recettes est assuré	Les déclarations de recettes et avis de crédit sont pris en charge par les structures à bonne date et correctement	Nombre de DR et AC reçus et pris en charge par structure	La situation globale des DR et AC par structure est disponible. Un rapport d'évaluation partiel est disponible pour la période du 1 ^{er} semestre 2024	En cours	CAR	La situation globale des DR-AC par structure en 2024 est en cours de traitement.
	L'évaluation des côtes irrécouvrables est faite pour la DGI	Les côtes irrécouvrables par structures sont élaborées	Nombre de côtes irrécouvrables produit par les structures	La situation globale des côtes irrécouvrables est disponible	Non réalisée	CAR	Aucune évaluation de côtes irrécouvrables n'a pu être faite
	Le suivi des demandes d'admission en non-valeur est assuré	Les demandes d'admission en non-valeur par structures sont rédigées	Nombre de demandes d'admission en non-valeur transmises à la Cellule	La situation globale des demandes d'admission en non-valeur est disponible	Non réalisée	CAR	Aucune demande d'admission en non-valeur n'a été reçue des structures de recettes.

	L'élaboration des rapports d'activités périodiques est faite	Le rapport d'activités de la CAR est élaboré	Nombre de rapports d'activité élaborés	Le rapport d'activités est disponible	Réalisée	CAR	Le rapport d'activité est en cours d'élaboration
	Les outils de suivi du recouvrement renseignés par les structures de recettes sont centralisés, analysés et commentés	Les outils de suivi utilisés sont transmis à la CAR	Nombre d'outils de suivi transmis à la CAR	Les outils de suivi renseignés par structure sont disponibles	Non réalisée	CAR	La 1ère évaluation relative à l'utilisation des outils de gestion renseignés attendue au 1er avril 2024 n'a pas été faite à cause de la mission non réalisée auprès des structures
	Compléter les méthodes de recouvrement		Aucun		Non réalisé	CAR	La procédure de recouvrement dans SIGTAS est complétée.
	Diffuser les procédures de recouvrement adoptées		Aucun		Non réalisé	CRPC/CAR	La procédure de recouvrement complétée dans SIGTAS n'est pas mise à la disposition de la CRPC pour être diffusée

	Compléter les méthodes et procédures de recouvrement		Procédures de recouvrement dans SIGTAS complétée		Réalisée	DLFC ; CAR ; DI	
	Mettre en place un dispositif d'apurement des RAR				Non réalisée	CAR	
Résultat attendu 2.5: Optimisation améliorée des nouvelles technologies dans la gestion des impôts							
Extrant 2.5.1: Systèmes informatiques fonctionnels							
	Rendre opérationnelles les nouvelles fonctions (vérification-gestion du contentieux-gestion de l'exonération) de SIGTAS.	-la fonction vérification est opérationnelle ;			Réalisé	DI, CTSF	À l'exception de la fonction vérification dans SIGTAS qui est opérationnelle, les fonctions contentieuses et exonérations ne le sont pas.
		-la fonction gestion de l'exonération est validée					
	Un mécanisme de prise en charge des stocks de DO est mis en place dans les structures	Le mécanisme de prise en charge des stocks de décision de dégrèvement est adopté et mis en œuvre	Nombre de tableaux de bord renseignés	La situation globale des décisions de dégrèvement est disponible	En cours	CAR	

	Le mécanisme de prise en charge des anciens stocks mis en place dans les structures est évalué	Le mécanisme de prise en charge des DO est évalué	Un plan de mise en œuvre est élaboré	Le rapport d'évaluation des décisions prises en charge est disponible	En cours	CAR	L'analyse du suivi qualitatif et quantitatif des décisions de dégrèvement pourrait accompagner le rapport pour informer la hiérarchie des décisions à prendre sur le plan législatif, pédagogique et autre.
	Adapter l'infrastructure réseau		L'architecture cible du réseau est élaborée		Réalisée	DI	
	Faire le diagnostic de l'infrastructure réseau		Le rapport du diagnostic est disponible		En cours	DI	
	Mettre en œuvre les recommandations sur l'infrastructure réseau		Les recommandations formulées sur le réseau ont été mises en œuvre		En cours	DI	
	Adapter l'infrastructure télécom		L'architecture des équipements et liaisons télécom		En cours	DI	
	Faire le diagnostic de l'infrastructure télécom		Le rapport du diagnostic est disponible		En cours	DI	

Mettre en œuvre les recommandations sur l'infrastructure télécom	Les recommandations sur la mise en œuvre de l'infrastructure télécom sont disponibles		En cours	DI	
Mettre à niveau la salle serveur	Le schéma cible de la salle serveur est disponible		Réalisée	DI	
Identifier les travaux requis pour la mise à niveau de la salle serveur	Liste des besoins de modernisation et d'optimisation de la salle serveur		Réalisée	DI	
Assurer la veille technologique	Les équipements sont renouvelés		Réalisée	DI	
Identifier le matériel obsolète	La liste du matériel obsolète		Réalisée	DI	
Elaborer un plan de renouvellement	Le plan de renouvellement est validé		Réalisée	DI	
Faire l'audit du réseau électrique dans les bâtiments de la DGI à Bamako et dans les régions	Le planning de l'audit est élaboré et validé		Réalisée	DI	

Mettre en œuvre les recommandations de la mise en conformité du réseau électrique			Réalisée	DI	
Rendre opérationnelles les nouvelles fonctions (vérification-gestion du contentieux-gestion de l'exonération) de SIGTAS.		La fonction vérification est opérationnelle ; la fonction gestion de l'exonération est validée	Réalisée	DI/DREAV	
Extrant 2.5.2: Informatisation des structures complétées					
Communiquer sur l'informatisation complète des structures de Sikasso, Koutiala et de Bougouni		Informatisation de 3 Structures à compléter	Non réalisé	DI/CRPC	Les bâtiments sont en cours de rénovation et d'aménagement. Ensuite, seront effectués les travaux d'installations électriques et informatiques
Élaborer la liste des agents à former aux procédures et		Aucun	Non réalisé	CRPC	

Diffuser le calendrier de formation des agents.	Aucun			Non réalisé	DI/CRPC	Aucune information à diffuser concernant les 3 structures ciblées. Il reste la pose du réseau ondulé, du réseau informatique ; le compteur moyenne tension et l'onduleur pour compléter et rendre opérationnelles les 3 structures.
Faire l'actualité relative aux nouveaux centres informatisés	Aucun			Non réalisé	DI/CRPC	Il reste la pose du réseau ondulé, du réseau informatique ; le compteur moyenne tension et l'onduleur pour compléter et rendre opérationnelles les 3 structures.
Evaluer l'appropriation des nouvelles fonctions SIGTAS à travers un sondage	Aucun			Non réalisé	DI/CRPC	

	Connecter les sites de Koulikoro, Sikasso, Bougouni, Koutiala et Niono.	Contrat de prestation pour la connexion des sites	Les sites sont connectés au niveau de la DGI		Non réalisé	DI	
	Mettre en place les données de base	Plan de collecte des données de base	Le nombre de dossiers et comptes créés dans SIGTAS		Non réalisé	DI	
	Configurer et installer les équipements	Liste des équipements	Les équipements sont disponibles		Non réalisé	DI	
	Former les utilisateurs	Plan de formation	La liste des acteurs à former		Non réalisé	DI	

Résultat attendu 2.6: Gestion optimisée des dossiers de réclamation en contentieux et en gracieux

Extrant 2.6.1 : Gestion du délai de traitement d’une réclamation améliorée

Actualiser les normes de la DGI (celles de traitement des dossiers de réclamation incluses).		38 normes sont actualisées, sous 8 grandes rubriques. Elles sont diffusées à l’interne et à l’externe	Réalisée	DLFC	Les normes sont validées et diffusées via intranet et internet. La norme de traitement des dossiers de réclamation est fixée à 60 jours
Valider et diffuser les normes.		1000 affiches des normes dont 500 encadrées	Réalisé	CRPC	1000 affiches Encadrées des normes et de la Charte du contribuable ont été distribuées

Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication sur les normes actualisées.				Non réalisée	CRPC	La version numérique est disponible sur le site web de la DGI.
L'expression de besoin de prise en charge automatique des décisions de dégrèvement faite est transmise à la hiérarchie	L'expression du besoin la prise charge automatique décisions de dégrèvement est faite	Pourcentage de décisions de dégrèvement produites par rapport au nombre de décisions de dégrèvement prises en charge effectivement	La situation globale des décisions de dégrèvement produites et prises en charge est disponible	Non réalisée	CAR/DLFC	La prise en charge est opérationnelle dans certaines structures mais pas automatique
Actualiser les normes de la DGI (celles de traitement des dossiers de réclamation incluses).		38 normes sont actualisées, sous 8 grandes rubriques.		Réalisée	COM	
Valider et diffuser les normes		1000 affiches des normes dont 500 encadrées		Réalisée	COM/CRPC	

Traiter les réclamations des contribuables dans les délais légaux	Les réclamations des contribuables sont traitées dans les délais légaux	Les droits du contribuable sont garantis par le recours hiérarchique ou juridictionnel à partir de la notification de la décision par l'Administration fiscale.		En cours	DI/DLFC	<i>Le délai est de 2 mois. Ce délai est reparti entre les différents intervenants dans la chaîne du contentieux.</i>
Corriger systématiquement les erreurs des contribuables.	Les erreurs matérielles d'imposition sont prises en charge dans le système.	Les erreurs de saisie sont prises en charge dans le système.	-	Réalisée	DI/DLFC	<i>Le service du contentieux procède au dégrèvement des erreurs matérielles à la suite de la réclamation formulée par le contribuable</i>
Evaluer le stock des DO au niveau de la DID et de la DGE	L'évaluation du stock de DO à la DID et DGE doit être quantifiée	Le stock doit être déterminé	-	Non réalisée	DI/DLFC	<i>Aucun rapport n'est disponible pour déterminer le montant des R à R.</i>

Établir la liste des agents titulaires du BAC à former selon le genre	La liste disponible doit être actualisée			Non réalisé	CRPC	La valorisation du métier de préposé au BAC est une condition préalable pour la réussite des activités BAC
Diffuser le calendrier de formation des agents du BAC	Le calendrier n'est pas disponible			Non réalisé	CRPC	
Diffuser la décision de valorisation de la fonction service aux contribuables	Aucune décision nouvelle n'est disponible			Non réalisé	CRPC	Malgré l'existence d'une disposition relative à l'intéressement des agents, la motivation fait défaut. Les dispositions actuelles méritent d'être révisées pour valoriser la fonction du BAC. Par exemple, en faire un passage obligé pour obtenir une promotion.
Diffuser les outils de performance du BAC				Non réalisé	CRPC	Dans le cadre de la mise en œuvre de la GAR, un outil de performance peut être conçu et mis en

							œuvre, suivi d'une évaluation.
Établir la liste des agents titulaires du BAC à former selon le genre		La liste disponible doit être actualisée		Non réalisé	Structures d'assiettes/CRPC		
Diffuser le calendrier de formation des agents du BAC		Le calendrier n'est pas disponible		Non réalisé	CRPC		
Diffuser la décision de valorisation de la fonction service aux contribuables		Aucune décision nouvelle n'est disponible		Non réalisé	CRPC		
Extrant 2.7.2: Nouveau services personnalisés aux contribuables disponibles							
Le solde des comptes d'impôts des contribuables est directement accessible en ligne	La situation globale des comptes est accessible aux contribuables en ligne	Nombre de comptes d'impôt consultés	Les contribuables accèdent facilement à leur solde de compte	Réalisée	CTSF		

Le service de paiement en ligne est étendu à tous les contribuables des grandes, moyennes et petites entreprises	Les paiements spontanés sont promus	100% des paiements en ligne des grandes et des moyennes entreprises. 75% des petites moyennes et autres	Les contribuables assujettis à e-paiement ont augmenté de façon significative	Réalisée	CTSF	
L'e-quitus est accessible aux contribuables en ligne	Les quitus sont facilement obtenus	Nombre de quitus délivrés	Les quitus sont facilement délivrés aux contribuables.	Réalisée	CTSF	Le quitus a été informatisé
Améliorer l'accueil au niveau des structures		4 bureaux d'accueil adéquatement aménagés (DGI-DGE-DID-CIME		Réalisée	CRPC	
Organiser le lancement officiel des télé services		12644 51 Internautas ont consulté le site Web de janvier à décembre 2023		Réalisée	CTSF/CRPC	
Organiser les focus groupes pour informer les contribuables et les partenaires des CIME1 et CIME2 de la DID	Les focus groupes sont organisés			Réalisée	CTSF/CRPC	

Extrant 2.7.3: Stratégie d'accompagnement des entreprises en difficulté opérationnelle

Faire une Cartographie des risques pour détecter précocement la défaillance pour les entreprises	37 risques majeurs identifiés donnent des indices de détection des entreprises en difficulté		Réalisée	BAC	La cartographie des risques a été mise en place avec l'implication de toutes les structures et elle a été diffusée à travers l'intranet. Toutefois, des allègements sont prévus dans le cadre des remises gracieuses par décision de dégrèvement en cas de difficulté	
Associer les entreprises en difficulté opérationnelle à la détermination des stratégies à mettre en place pour les accompagner			Non réalisée	Structures d'assiettes/D LFC		
L'élaboration et l'adoption des critères pour identifier les entreprises en difficulté sont effectives	Les critères d'identification d'une entreprise en difficulté sont listés et adoptés	Nombre de critères élaborés et adoptés	Une ébauche de critères est élaborée	En cours	CAR	Les projets de critères ne sont pas encore transmis à la hiérarchie pour approbation

	La liste des entreprises en difficulté par structure est élaborée conformément aux critères adoptés	La liste des entreprises en difficulté de la DGI est disponible	Nombre de liste par structure	Aucune liste n'est encore déterminée	Non réalisée	CAR	Document non encore élaboré et adopté
	Le mécanisme d'accompagnement des entreprises en difficulté est conçu et adopté	Le mécanisme d'accompagnement des entreprises en difficulté adopté est disponible	Un mécanisme d'accompagnement est disponible	Aucun mécanisme d'accompagnement n'est formellement mis en place	Non réalisée	CAR	Mécanisme non encore conçu et adopté pour être appliqué
	Le plan de mise en œuvre du mécanisme est élaboré au fonctionnel au niveau des structures de recettes	Le mécanisme d'accompagnement des entreprises en difficulté adoptés est mis en œuvre dans chaque structure de recettes	Un plan d'action de mise en œuvre du mécanisme est disponible		Non réalisée	CAR	Aucun plan d'action de mise en œuvre élaboré n'est disponible
	La stratégie d'accompagnement des entreprises en difficulté est évaluée périodiquement	La stratégie d'accompagnement des entreprises en difficulté est évaluée	Le rapport d'évaluation du mécanisme est disponible	Aucune évaluation du mécanisme d'accompagnement des entreprises	Non réalisée	CAR	Aucune évaluation du mécanisme d'accompagnement des entreprises en difficulté n'a été faite

					en difficulté n'a été faite				
Extrant 2.7.4: Sécurisation et organisation de l'assistance comptable en entreprise (CGA, experts comptables, commissaires aux comptes) effectives									
Elaborer les différentes conventions avec les différents acteurs (CCIM, ONECCA, ...)	Les conventions avec les différents acteurs (CCIM, ONECCA) sont élaborées.	Les conventions avec les différents acteurs (CCIM, ONECCA) sont disponibles		Réalisée		DLFC	Les différentes Conventions sont mises en œuvre par les Parties prenantes.		
Diffuser les documents sur la création et l'opérationnalisation CGA opérationnels	26 Centres de Gestion Agréés sont créés au Mali sous la forme associative			Non réalisé		CRPC	La création de CGA prévue sous la forme sociétaire est celle qui est opérationnelle. Un projet de directive fait dans ce sens est en cours d'approbation au conseil de l'UEMOA. Une fois cette directive approuvée, les CGA pourront être créés sous forme sociétaire et être opérationnels enfin.		

Rendre opérationnel les télé services à la DGI	Les télé services sont opérationnels à la DGE et dans les 02 CIME de Bamako	A ce jour, tous les contribuables de la DGE et des deux CIME ont souscrit aux télé services.	Réalisée	CRPC	La télé déclaration est devenue obligatoire pour toutes les grandes entreprises (DGE) ainsi que pour les moyennes entreprises depuis le 1 ^{er} janvier 2023.
Extrant 2.7.5: Télé services opérationnels à la DGI					
Rendre les télé services opérationnelles à la DGI	Les télé services sont opérationnelles à la DGE		Réalisée	DI	
Elaborer un plan de communication sur les télé services.	Une stratégie de communication adossée à un plan de communication est élaborée.	Le plan de communication comporte un volet relatif à la télé déclaration et un autre dédié au télépaiement.	Non réalisée	CRPC	
Le nombre d'Operations effectuées par voie électronique a augmenté	Les télé services sont applicables dans toutes les opérations fiscales de la DGI	L'application des télé services de la DGI est étendue aux contribuables des centres des impôts du district de Bamako	En cours	CTSF	Les solutions digitales sont accessibles via les réseaux GSM

				paiement électronique (mobile money, solutions bancaires, carte débit et crédit)			
	Les processus des opérations métier d'accomplissement des obligations fiscales et de services offerts aux contribuables sont simplifiés	Les annexes des déclarations sont téléversées	La délivrance du quitus fiscal est digitalisée		Réalisée	CTSF	
Extrant 2.8.1: Outils de communication améliorés							
	Une rencontre est organisée par mois avec le personnel de la CAR	Les rencontres sont formalisées	Nombre de rencontres organisées avec le personnel		En cours	CAR	03 comptes rendus de rencontre avec le personnel sont disponibles
	Une rencontre est organisée par trimestre avec tous les Receveurs	Les rencontres sont formalisées	Nombre de rencontres organisées avec les Receveurs	Aucun compte rendu de rencontre avec les Receveurs n'est disponible	Non réalisée	CAR	

Une rencontre est organisée par trimestre avec tous les agents de poursuite	Les rencontres sont formalisées	Nombre de rencontres organisées avec les agents de poursuite	Aucun compte rendu de rencontre avec les agents de poursuite n'est disponible	Non réalisée	CAR	
Un groupe WhatsApp est créé avec les Receveurs	Le groupe créé est fonctionnel	Nombre d'utilisation de WhatsApp	Les partages d'information sur WhatsApp	Réalisée	CAR	
Intensifier la communication à travers les supports de communication produits	30 communications		Presse écrite, presse orale, internet, réseaux sociaux ont été utilisés pour véhiculer différents messages.	Réalisée	CRPC	

Élaborer la stratégie de communication de la DGI	Les travaux de préparation de la stratégie de communication DGI 2021-2024 ont provisoirement été suspendus en attendant les résultats de l'expert désigné par le MEF pour élaborer une stratégie globale, un plan de communication pour tout le département des Finances.	Néanmoins, la DGI dispose à ce jour de tous les éléments pour élaborer une stratégie de communication efficace et efficiente tournée vers le numérique.	Réalisée	CRPC
--	---	--	----------	------

	Améliorer les outils de communication	Intranet et internet modernisés	Réalisé				CRPC	Des expressions de besoin ont été faites pour obtenir l'accord de la hiérarchie à réaliser l'amélioration des outils de communication (GFA- envois de message sms par téléphonie, modernisation de l'autocom pour enregistrement vocal de message d'accueil, de sensibilisation au civisme fiscal, installation d'écrans pour faire passer les messages de sensibilisation, actualisation des panneaux et enseignes d'orientation et d'information, intégration de l'application de géolocalisation des structures des impôts dans le site web, installation de fontaines d'eau, ...)
--	---------------------------------------	---------------------------------	---------	--	--	--	------	---

Extrant 2.8.2: Communication aux contribuables intensifiée	Développer la communication de proximité	Plus de 25 demandes de diffusion de messages sur le civisme fiscal ont été déposées au niveau de 23 radios de proximité (à Bamako et dans les régions)	Réalisée	CRPC	25 radios, dont 14 de l'intérieur, ont été impliquées dans une vaste campagne de sensibilisation sur le civisme fiscal, focus sur la vignette des motos taxi et tricycles. Ainsi, plus 495 communiqués et micro programmes ont été largement diffusés dans les différentes langues nationales durant quatre semaines sur toute l'étendue du territoire national en 2023. L'expérience a été renouvelée en 2024.
	Actualisation des panneaux et enseignes lumineuses. D'identification des services de la DGI		Réalisée	CRPC	Les panneaux et enseignes lumineuses des 02 CIME et du Centre VI ont été confectionnés et installés. Il en est de même pour ceux des Centres I, II et V. Les autres structures ont fait parvenir leur

							expression de besoins à la DGI.
		Elaborer un questionnaire de sondage du personnel sur la satisfaction par rapport à l'image de perception de la DGI et de ses services.	Réalisé		Réalisée	CRPC	Une fenêtre sondage en ligne existe sur le site intranet, mais n'est pas utilisée. Il y a lieu de faire sa promotion auprès des agents de la DGI.
	Créer un annuaire en ligne pour la mise à jour, en temps réel, des informations personnelles du contribuable.	L'annuaire en ligne est créé	L'annuaire en ligne est créé et accessible		Non réalisée	CRPC	Le projet du centre d'appel téléphonique de la DGI n'est pas réalisé, faute de financement disponible.
	Intensifier la communication avec les supports de communication produits		30 communications		Réalisée	CRPC	
	Améliorer les outils de communication		Intranet et internet modernisés		En cours	CRPC	
Extrant 2.8.2: Communication au contribuable intensifiée							

	Des débats radiophoniques et télévisés sont organisés pour informer et sensibiliser les contribuables sur le recouvrement des impôts et des taxes	Les débats médiatisés sur le recouvrement des impôts sont organisés de concert avec la Cellule Communication	Nombre de débats organisés et médiatisés	Réalisée	CAR	Les messages d'information et de sensibilisation relatifs au recouvrement des impôts et taxes sont disponibles et véhiculés
	Élaborer la stratégie de communication 2021-2024 de la DGI			En cours	CRPC	Les travaux de préparation de la stratégie de communication DGI 2021-2024 ont provisoirement été suspendus à raison en attendant les résultats de l'expert désigné par le MEF pour élaborer une stratégie globale, un plan de communication pour tout le département des finances.

Développer la communication de proximité				En cours	CRPC	5 demandes de rencontre sont en cours de traitement pour sensibiliser des partenaires au civisme fiscal. Des rencontres se font en fonction des activités prévues mais pas dans un cadre légal prévu à cet effet
Créer un cadre formel de rencontre avec les partenaires en fonction du contenu des conventions qui lieront les 2 parties.		Des rencontres se font en fonction des activités prévues mais pas dans un cadre légal prévu à cet effet		En cours	CRPC	
Elaborer un questionnaire de sondage du personnel sur la satisfaction par rapport à l'image de perception de la DGI et de ses services.				Non réalisée	CRPC	

Créer un annuaire en ligne pour la mise à jour en temps réel des informations personnelles du contribuable.					CRPC	
Orientation stratégique 3-Renforcer le professionnalisme des agents comme étant un préalable à la performance						
Résultat attendu 3.1: Gestion améliorée des ressources humaines						
Extrant 3.1.1: Outils de gestion des ressources humaines exploités						
Diffuser régulièrement des informations issues du SIGRH	En partie	Non réalisé	La performance de l'outil dépend de sa mise à jour en temps réel, tant au niveau de la DGI qu'au niveau de chaque structure (DAGEC). Un mécanisme de suivi responsabilisant tous les acteurs doit être de rigueur et le SIGRH doit être accessible à tous les acteurs concernés.			CRCP

	Actualiser les délégations de signatures		Réalisé	Réalisé	Les décisions relatives à la délégation de signatures en matière contentieuse ont été largement diffusées en version papier et sur le site intranet.	DPFP	
	Diffuser le calendrier global des départs en congé		Aucun	Non réalisé	Pas de maîtrise globale des départs en congé par structure.	CRCP	
	La performance de l'administration est renforcée	Les données sont modélisées et formatées suivant les besoins métiers	L'administration a plus de temps pour l'exécution des opérations fiscales	Non réalisée		DPFP	
	Acquérir les nouvelles versions de WinDev et Webdev		Disponibilité de Webdev	Réalisée		DI	
	Former et mettre à niveau les développeurs sur les outils de développement (Windev et Webdev)		Le programme de formation et la liste des acteurs à former	Réalisée		DI	

	Mettre à niveau le système intégré de gestion des ressources humaines (SIGRH), courrier, gestion des valeurs		Disponibilité des nouvelles versions des applications (SIGRH), courrier et gestion des valeurs	En cours		DI	
	Former les utilisateurs sur les nouvelles fonctionnalités des applications		Le programme de formation et la liste des acteurs à former	Réalisée		DI	
	Diffuser régulièrement des informations issues du SIGRH			Non réalisée		CRPC	
	Rendre opérationnelle la nouvelle version de SIGRH	Disponibilité d'outils GRH	Nombre d'outils de GRH implanté	En cours		DI	
		Base de données nouvelles sur les agents constituée	Nombre de dossiers mis à jour	En cours		DPFP	
	Mettre à jour les nouvelles informations se rapportant à la situation des agents			En cours		DPFP	

	Rédiger un rapport périodique sur les données du SIGRH	Disponibilité des données	Nombre de rapports collectés	Non réalisée		DI/DPFP	
	Planter SIGRH dans les nouvelles structures informatisées	Identification des nouvelles structures	Nombre de structures nouvelles identifiées	Non réalisée		DI/DGI	
	Identifier les nouveaux besoins en matière d'utilisation du SIGRH	Recensement des besoins nouveaux	Nombre d'applications nouvelles identifiées	Non réalisée		DGI	
	Créer un comité de lecture du plan de mobilité et de rétention du personnel de la DGI	Disponibilité d'un cadre de concertation	Nombre de réunions de suivi organisés			DPFP	
	Elaborer un outil d'évaluation du rendement des agents	Disponibilité d'un fichier d'évaluation du personnel	Nombre d'agents évalués			DPFP	
	Rédiger un rapport périodique sur les données de SIGRH	Disponibilité de rapport	Nombre de rapports collectés			DPFP	
	Déterminer les modalités d'évaluation du mérite des agents	Disponibilité de fichier d'évaluation	Taux de traitement des dossiers et respect des délais de traitement			DPFP	

	selon des critères quantitatifs ou qualitatifs							
	Créer un comité de relecture du plan de carrière et du statut particulier des agents du cadre des Impôts	Disponibilité d'un cadre de concertation	Nombre de réunions de suivi organisés			DGI/DPPFP/Syndicat		
	Diffuser le calendrier global des départs en congé		Aucun			DPPFP		
Extrant 3.1.2 Evaluation des besoins des structures en ressources humaines selon les profils								
	Adopter le plan d'intéressement des agents pour tenir compte des spécificités des structures de soutien	Disponibilité d'un cadre de concertation	Nombre de réunions de suivi organisés	Non réalisée		DPPFP		
	Implanter le logiciel SIGRH dans les nouvelles structures informatisées	Identification des nouvelles structures informatisées	Nombre de nouvelles structures informatisées identifiées	En cours		DPPFP		
	Identifier de nouveaux besoins en matière	Recensement des besoins nouveaux	Nombre d'applications nouvelles identifiées	En cours		DPPFP		

d'utilisation du SIGRH									
Résultat 3.2 Professionnalisme renforcé des agents									
Extrant 3.2.1 Compétences et capacités des agents renforcées									
Elaborer un plan général de formation	Recenser les besoins nouveaux de formation des structures	Les besoins nouveaux de formation sont recensés	Réaliser	DPFP	Le plan de formation a été validé par le DGI				
Rendre effectif les règles de rotation du personnel, notamment ceux en contact régulier avec les usagers et effectuant des contrôles et vérifications	Disposition à prendre pour supprimer les situations de rentes et la collusion des agents avec les agents économiques	Nombre de décisions exécutées	En cours	DPFP					
Elaborer un outil d'évaluation du rendement des agents	Disponibilité d'un fichier d'évaluation du personnel	Nombre d'agents évalués	En cours	DPFP	Une note technique a été élaborée sur la question				
Renforcer les capacités des cadres sur la gestion du changement	Les capacités des cadres sont renforcées sur la gestion du changement	Nombre d'agents formés sur la gestion du changement	Non réalisée	DPFP					

Rédiger un rapport périodique sur les données de SIGRH	Disponibilité de rapport	Nombre de rapports collectés	En cours		DPFP	Numérisation des documents et actualisation des informations en cours
Diffuser le programme de formation	Programme de formation disponible		Réalisée		DPFP	
Actualiser les délégations de signature			Non réalisée		DPFP	
Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie est diffusé			Non réalisée		DPFP/CRPC	Les rapports sont confidentiels
Elaborer et mettre en œuvre le plan de communication sur le code de déontologie		Une campagne de communication multicanal est organisée			CRPC/Bureau d'Audit	
3.2.2 Changement de comportement avéré des agents envers les pratiques déontologiques						
Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie.		Aucune actualité à un manquement quelconque au code de déontologie n'a été diffusée	Non réalisé		CRCP	Les rapports de manquement sont en général confidentiels

	Elaborer et mettre en œuvre le plan de communication sur le code de déontologie	Le plan de communication sur le code de déontologie est élaboré	Une campagne de communication multicanal est organisée.	Réalisé		CRCP	En plus de pages spécifiques réservées au code de déontologie dans chaque No de la revue Impôt-Com, le code de déontologie est disponible sur le site intranet de la DGI comme sujet prioritaire.
	Le guide de l'agent des impôts est rédigé	Le guide de l'agent des impôts est rédigé	Le guide rédigé est disponible	Réalisée		BAC	Les agents s'approprient le code de déontologie et sont suffisamment sensibilisés
	Les manquements au code de déontologie sont répertoriés	Les manquements constatés sont répertoriés	La liste des manquements est disponible			BAC	
Extrant 3.2.3: Mutualisation et stabilisation des expertises mises en œuvre							
	Diffuser le mécanisme de coaching identifié et les éléments de sa mise en place pour la mutualisation dans les structures			Non réalisée		DFFP/CRPC	Toutefois, chaque responsable a sa méthodologie de mutualisation en place

Créer un forum d'échange d'expériences entre les agents		Aucun	Non réalisé	Un modèle de questionnaire pratique sera conçu et mis en ligne (intranet). Un animateur du forum sera désigné	CRCP	
Mettre en place le mécanisme d'évaluation mis en place		Aucun	Non réalisé		CRCP	
Le réseau des Receveurs est mis en place	Le réseau des Receveurs est mis en place	Un acte formel officialise l'existence du réseau ainsi que ses modalités de fonctionnement	Le réseau des Receveurs est fonctionnel et impacte positivement la performance du recouvrement	Aucune rencontre formelle n'a pu être organisée avec l'ensemble des receveurs. Un planning de rencontre est élaboré	CAR	
Des rencontres spécifiques sont organisées avec les agents de poursuite par structure	Les rencontres spécifiques avec les agents de poursuite sont planifiées	Un plan d'action des rencontres est élaboré		Un calendrier des rencontres avec les agents de poursuite est planifié	CAR	
Les agents de poursuite formés et coachés sont maintenus à leur poste	La liste des agents de poursuite formés et coachés en poste est disponible	Une note relative au maintien des agents de poursuite en poste est prise et diffusée	Réalisée	Une note technique est élaborée en collaboration avec	CAR	Les agents de poursuite formés et coachés sont maintenus en poste pour plus de stabilité

						la direction du personnel		et de professionnalisme.
	Le coaching des agents de poursuite à leurs postes respectifs est promu	Le coaching des agents de poursuite se fait par rotation	Un plan de rotation interne et inter structure est élaboré			Le Receveur ou un agent confirmé est désigné par structure pour coacher les agents de poursuite	CAR	
	Organiser les séances de sensibilisation sur le code de déontologie	Des séances de sensibilisation sur le code de déontologie sont organisées	Nombre de séances organisées	Réalisée			CRPC	
	Sensibiliser les agents au respect des règles déontologiques, renforcer les relations entre la DGI et ses structures opérationnelles à travers des rencontres périodiques		Les agents appliquent le code de déontologie et le code du contribuable vérifié	Réalisée			CRPC	

Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie	Aucune actualité à un manquement quelconque au code de déontologie n'a été diffusée	Non réalisée	DPFP/Bureau Audit	
Orientation stratégique 4-Poursuivre l'application des règles de bonne gouvernance				
Résultat attendu 4.1: Intégration démontrée de la gestion axée sur les résultats dans toutes les structures de la DGI				
Extrant 4.1.1: Outils standardisés de suivi et d'évaluation utilisés				
Évaluer les outils de la GAR	Plan stratégique, plans opérationnels, cadre de mesure de rendement et plans de travail sont disponibles par structure	Réalisée	DPES	Les outils de la GAR sont disponibles. L'élaboration des plans de travail individuels est fortement recommandée. Ils permettront d'évaluer objectivement les agents en tenant compte des rendements individuels et collectifs dans le programme d'intéressement de la prime sur les recettes

	Faire le contrôle de 1 ^{er} niveau relatif aux missions assignées à la CAR	Le contrôle de 1 ^{er} niveau est effectué	Nombre de contrôle de 1 ^{er} niveau effectué	En cours		BAC	Une 1 ^{ère} évaluation faite en réunion a fait remarquer l'insuffisance d'agents aptes à faire le travail de façon convenable
	Elaborer le rapport de contrôle	Le rapport de contrôle est élaboré	Nombre de rapport de contrôle	Réalisée	Il n'a pas été envoyé à la hiérarchie parce qu'il ne couvrirait pas toutes les structures	BAC	Le rapport de contrôle partiel est disponible
	Elaborer le plan d'action de mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport de contrôle	Le plan d'action élaboré est mis en œuvre	Un plan d'action des recommandations est disponible	Non réalisée		BAC	Le plan d'action n'est pas élaboré et mis en place les recommandations formulées en 2023 n'ont eu aucun retour
	Elaborer un module de formation sur la GAR pour mieux faire connaître les besoins de la DGI	Les agents de la DGI utilisent intensément les outils de la GAR et adhèrent aux objectifs qui leurs sont assignés	Nombre d'agents formés	Non réalisée	-	DPFP	

	Évaluer les outils de la GAR	Plan stratégique, plans opérationnels, cadre de mesure de rendement et plans de travail sont disponibles par structure.		Réalisée		DPES	
		Les rapports périodiques sur l'exécution des plans de travail sont faits.		En cours		DPES	Le manque de personnel à la DPES a fortement impacté la production de ces rapports périodiques
Extrant 4.1.2: Outils de contrôle de 1 er et de 2 -ème niveau opérationnel-							
	Élaborer les rapports de contrôle interne de 1 ^{er} niveau pour le 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e Trimestres de l'année 2023.	5 rapports disponibles dont 04 trimestriels et 01 annuel.		Non réalisée		BAC	
	Former les agents sur les outils existants			Non réalisée		BAC/DPFP	
	Mettre en place ou réviser les outils de contrôle de 1 ^{er} et			Réalisée		BAC	

2 ^{ème} niveaux opérationnels							
Renforcer le contrôle interne de 1 ^{er} niveau	Confier aux responsables des services de gestion opérationnelle des actions de contrôle de premier niveau	Le nombre de rapports de contrôle de premier niveau déposés	En cours		BAC		
Elaborer ou adapter le guide de contrôle			Non réalisée		BAC		
Extrant 4.1.3: Procédures respectées et appliquées							
Diffuser le rapport sur le respect de l'application des procédures		Une liste de 26 procédures, dont 13 pour la communication interne et 13 pour la communication externe, a été dressées mais les procédures ne sont pas rédigées et validées en ce qui concerne la CRPC.	Réalisé	Toutefois, une actualisation des procédures doit être faite en raison de la nouvelle structure organisationnelle. Désormais, la Cellule Communication est érigée en Cellule Relations Publiques et Communications.	CRCP		

	Respecter et appliquer les procédures liées à la mise en œuvre des missions de la CAR	Le contrôle de 1er niveau relatif au respect et à l'application des procédures de la CAR est effectué	Nombre effectif d'agents en activité à la CAR est disponible	Réalisée		CAR	Un rapport de contrôle du respect de l'application des procédures de la CAR n'a pas été faite en 2024
	Evaluer le respect des procédures de la CAR	Le rapport du contrôle de 1er niveau est disponible	Au moins un rapport est disponible	Non réalisée		CAR	Aucun rapport n'a été élaboré en l'absence du contrôle de 1er niveau
	Diffuser le rapport sur respect dans l'application des procédures			Non réalisée		CRPC	
	Elaborer et mettre à jour les procédures de travail	Les procédures sont élaborées et mises à jour.	Nombre de procédures élaborées et mises à jour mises.	Réalisée		COM	La mise à jour de la procédure Immatriculation d'un contribuable d'un contribuable (dossier physique et par intranet) validée par la COM a été transmise

							au Directeur Général pour approbation. La procédure de délivrance du Quitus fiscal en ligne a été parachevée en février 2024 ;
	Diffuser le manuel de procédures dans Intranet	Le manuel de procédures est diffusé dans Intranet	Nombre de procédures élaborées et mises à jour diffusées sur intranet.	Réalisée			La procédure de délivrance du Quitus fiscal en ligne a été diffusée sur intranet en février 2024.
	Valider le projet de guide de contrôle des sociétés minières	Guide de contrôle des sociétés minières effectué	Le guide est disponible	Réalisée		DLFC	
Extrant 4.1.4: Critères de gestion et de bonne gouvernance identifiés							

Identifier les critères de bonne gouvernance			Réalisé		BAC ; DPFP ;	Respect des valeurs de la DGI, le travail d'équipe par une gestion concertée de tous les acteurs intéressés dans un dossier de communication, l'ouverture d'esprit aux critiques, à l'innovation, l'attention au facteur humain et social, la favorisation de l'apprentissage et la transparence dans les informations, la participation aux activités de toutes les autres structures du fait que la CRPC est transversale.
Élaborer les critères de gestion		Le répertoire des critères de gestion et de bonne gouvernance est élaboré	Un nombre non exhaustif de critères sont identifiés	Non réalisée	Maîtrise des opérations en ligne (locales-transfrontalières). Méthodes et processus de l'administration fiscale. Gouvernance de	COM/CAR Aucune validation des dits critère n'a été faite

	fiscale solide et efficace							
	Identifier les critères de bonne gouvernance		Critères jugés de bonne gouvernance sont identifiés	Non réalisée		DPFP/CRPC/COM		
	Respecter les procédures, les textes, les lois et la déontologie					COM		
	Appliquer les sanctions en cas d'inobservation des procédures, des textes, des règles, des lois et de la déontologie		Les sanctions en cas d'inobservation des procédures, des textes ; des règles et des lois sont appliquées	Nombre de sanction		BAC/DPFP		
Résultat attendu 4.2: Réforme organisationnelle complétée pour toutes les structures de la DGI								
Extrant 4.2.1: Comité technique de mise en œuvre des nouveaux Décrets opérationnel								
	Diffuser les textes du comité technique pour la mise en œuvre des nouveaux décrets		La décision de création du comité est diffusée.	Réalisée		CRCP		Les projets de décrets sont soumis à toutes les structures pour observations

	Élaborer le plan de communication sur la réforme	Tous les décrets ont été signés et diffusés.	Réalisée		CRCP	Les décrets fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DGI, le décret fixant le cadre organique de la DGI et le décret portant création des services régionaux et subrégionaux de la DGI ont été largement diffusés.
	Mettre en place une commission chargée de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle	Adoption des textes portant sur la nouvelle organisation de la DGI	Réalisée	Nombre de rencontres effectué	COM	
	Adopter des systèmes automatiques de mesures des performances et évaluer périodiquement les agents	Mise en œuvre du plan de carrière afin de responsabiliser les agents et leur garantir des motivations à la hauteur de leurs performances	Réalisée	Nombre de décisions exécuté	DPFP/COM	

	Opérationnaliser les structures crée	Mettre en place les nouvelles structures et nouvelles divisions créées	Les besoins des nouvelles structures et nouvelles divisions créées sont identifiés et satisfaits.	Réalisée		COM/DPFP	
	Diffuser les textes du comité technique pour la mise en œuvre des nouveaux décrets			Réalisée		CRPC	
	Mettre en place le Comité technique de mise en œuvre des réformes	Mise en place du Comité technique	Le Comité technique est mis en place	Non réalisée		COM	L'activité est reportée pour 2025
	Elaborer le Cadre organique des services régionaux et subrégionaux de la DGI	Le cadre organique des directions régionales et des centres des impôts est élaboré	Existence de cadre organique des services régionaux et subrégionaux de la DGI.	En cours		COM	Le cadre organique est en cours d'élaboration.

	Décrire et faire la mise à jour des Postes	La description de tous les postes de la DGI ainsi que leur mise à jour est faite	La description des postes de le DGI est faite	En cours		COM	La description des postes est en cours notamment celle relative au poste de Directeur adjoint des impôts du district.
Résultat attendu 4.3: Intégration effective d'une culture organisationnelle axée sur le genre							
Extrant 4.3.1: Prise en charge de l'EFH démontrée							
	Diffuser les décisions de la DGI tenant compte du genre		Un point focal genre a été désigné par décision du DG	Réalisé		CRCP	Lors de l'état des lieux de la DGI en matière d'EFH, il a été constaté l'absence de l'intégration effective d'une culture organisationnelle axée sur le genre. Certains textes et règlements fiscaux tiennent compte du genre
	Parvenir à l'EFH à la DGI	L'EFH réalisée à la DGI	Equité FH	Non réalisée		DPFP	
	Nommer un chargé de l'EFH à la DGI (responsable des volets interne et externe de l'EFH)			Réalisée			Un point focal genre a été désigné par décision du DG

Elaborer un état des lieux sur l'EFH à la DGI en incluant une étude comparative des administrations publiques maliennes et régionales afin d'y dégager les bonnes pratiques.			Non réalisée		DPFP	
Mettre sur pied un comité de l'EFH prenant en charge le genre à la DGI (études, dialogue sur le genre par des activités par des activités diverses).			Non réalisée		DPFP	
		Une désintégration des données permet de mettre en évidence l'apport des femmes et des hommes en matière de collecte des recettes fiscales				
Encadrer les femmes candidates		Aucune femme recrutée sur 7 promotions			DPFP	

	concours d'entrée à la nouvelle ENA								
Extrant 4.3.2: Volet sur l'entreprenariat féminin au Mali maîtrisé									
	Diffuser les informations sur l'entreprenariat féminin	Aucun	Non réalisé		CRCP	Ce travail nécessite l'obtention des statistiques de femmes entrepreneures enregistrées à la DGI. Difficile de savoir s'il s'agit d'entreprises créées sous forme sociétaire.			
	Créer un fichier de données axées sur le genre		Non réalisée		DI/Services d'assiette				
	Elaborer une stratégie avec des critères de recherche afin d'établir le portrait fiscal des femmes maliennes		Non réalisée		DPES/Services d'assiette				
	Mener une étude sur la discrimination potentielle des		Non réalisée		DPES				

	mesures fiscales pour les femmes								
	Elaborer un plan de communication pour sensibiliser les femmes à la fiscalité			Non réalisée		CRPC			
	Diffuser les informations sur l'entreprenariat féminin est maîtrisé			Non réalisée		CRPC			

6. CONCLUSION GENERALE

Nonobstant un contexte socio-économique difficile et complexe, la DGI continue d'enregistrer des performances au cours de ces dernières années. En effet, les recettes de la DGI continuent d'occuper un poids très important dans le cadre de la constitution du Budget Général de l'Etat.

Ainsi, la DGI a réalisé une belle performance en termes de résultat en 2024. Ces résultats ont été possibles grâce au leadership gagnant du Directeur Général des Impôts, de l'engagement des agents des services des Impôts en particulier, à la mise en œuvre des mesures de réformes préconisées par les différentes missions d'assistance technique du FMI et à l'appui constant du cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances.

En perspective, la DGI entend poursuivre la mise en œuvre de ces mesures en mettant un accent particulier sur le suivi rapproché de la performance des structures par l'extraction automatique des indicateurs de performance et la mise en œuvre de certaines réformes, notamment la réforme organisationnelle de la DGI, l'institution de la facture normalisée, le développement des téléprocédures, la fiscalisation des secteurs Agricole, informel et des nouvelles économies, l'amélioration du civisme fiscal, le dénouement rapide des contentieux fiscaux, la rationalisation des exonérations fiscales à travers le toilettage de l'annexe au Code Général des Impôts (CGI).

A cela s'ajoute le nouveau Code minier adopté en 2023, qui intervient dans un contexte où le Mali attend optimiser ses ressources minières.

Bamako, le 26 juin 2025



LE DIRECTEUR GENERAL

Hamadou Fall DIANKA

Chevalier de l'Ordre National